

GREEN

GROUPE DE RECHERCHE
EN ÉCONOMIE DE L'ÉNERGIE
ET DES RESSOURCES
NATURELLES

→ le Déluge
→ Essor et déclin de l'Empire
Romain.
→ Autant en emporte
le vent.

LA NÉCESSITÉ D'UNE REPRISE DU DIALOGUE NORD-SUD POUR LA STABILISATION DU MARCHÉ PÉTROLIER MONDIAL

par
Professeur Antoine AYOUB
Directeur du GREEN
Université Laval
Québec - Canada

Colloque CENTROPEP
Caracas - Vénézuéla
14 au 17 octobre 1985

Vers la fin des années soixante-dix la majorité des experts et des centres de recherche pétroliers s'entendaient pour prédire une rupture entre l'offre et la demande pétrolière suivie, au milieu des années quatre vingt, d' une nouvelle explosion des prix à un niveau de 50\$ à 60\$ le baril.

A la lumière de l'évolution du marché et en dépit de la révolution iranienne et du deuxième choc pétrolier, ces scénarios commençaient, toutefois, à se modifier petit à petit dans le sens de la modération. Une nouvelle unanimité commençait à se dessiner parmi les experts et les institutions. Certes, disait-on, il n'y aura peut-être plus de rupture brutale, mais le marché continuera à être un marché de vendeurs avec une progression continue des prix de l'ordre de 1 à 2% en moyenne en termes réels d'ici la fin de 1990 au moins. Plusieurs politiques énergétiques, dont celle du Canada par exemple, étaient fondées sur une telle hypothèse.

Le retournement du marché à partir de 1982, la baisse de 5\$/bl des prix officiels de l'OPEP en 1983 et les difficultés récurrentes au sein de cet organisme depuis cette date ont fait éclore une troisième unanimité parmi les experts. Aujourd'hui, en effet, tout le monde s'entend pour dire que la tendance des prix serait à la baisse au moins jusqu'en 1990 et d'autres diront jusqu'après l'an 2000. Le seul point de divergence entre eux, et il est de taille, concerne l'ampleur de cette baisse. A ce sujet, la plus grande incertitude et la plus grande confusion règnent. Il y a ceux qui prévoient l'effondrement brutal et à brève échéance des prix (à 10\$/15\$/bl et même moins);

d'autres optent pour le scénario de l'effritement lent, systématique et inexorable des prix les ramenant, par palliers successifs, à une quinzaine de dollars en 1990; d'autres encore croient, qu'au pire, le niveau actuel des prix nominaux sera maintenu pendant quelques années en attendant mieux.

Bref, c'est l'incertitude. Mais une incertitude angoissée qui domine en permanence le marché le rendant, comme on dit, nerveux et instable. Cette instabilité alimente, à son tour, la spéculation et bloque la vision à moyen et long terme. C'est pourtant d'une telle vision dont on a besoin pour voir un peu plus clair et pour décider de l'action à entreprendre.

En tout cas, c'est dans cet esprit que je voudrais proposer à la discussion quelques réflexions préliminaires concernant la nécessité d'une reprise du dialogue Nord-Sud comme voie de solution possible à l'instabilité du marché pétrolier en particulier et à la situation économique internationale en général.

Pour éviter autant que possible de se perdre dans les généralités ou même d'ouvrir des débats théoriques qui n'ont pas leur place ici, je me limiterai aux questions suivantes:

- Est-ce que toutes les parties prenantes au jeu pétrolier ont intérêt à éviter un effondrement ou un effritement des prix pétroliers?

- Est-ce que la reprise du dialogue Nord-Sud est vraiment un moyen pour trouver une solution à l'instabilité du marché pétrolier?

- Quel rôle peuvent jouer les pays de l'OPEP, et plus spécifiquement l'Arabie Séoudite, dans la reprise du dialogue.

INTÉRÊTS CONVERGENTS ET STABILITÉ

Il est illusoire de chercher à stopper l'effrètement des prix ou à éviter leur effondrement brusque si les intérêts des uns et des autres ne sont pas mieux servis par leur stabilité et par leur prévisibilité. Pour ne pas rentrer dans trop de détails techniques, disons simplement que la stabilité ne veut pas dire que les prix ne peuvent fluctuer à la hausse ou à la baisse selon les données du marché, mais que ces fluctuations restent contenues entre un niveau plancher et un niveau plafond convenus d'avance. Que la détermination de ces deux niveaux ne soit pas une opération facile ou automatique, je serais tout à fait prêt à en convenir, mais c'est justement là un des objets du dialogue ou de la négociation entre le Nord et le Sud.

Si l'on dépasse les intérêts conjoncturels et les politiques d'action - riposte immédiates, il me semble que les gains obtenus à la longue par un accord de stabilisation seront supérieurs, pour chaque partie, aux coûts assumés, tant par les producteurs que par les consommateurs, d'un mouvement alternatif d'effondrement et d'explosion des prix.

Pour les pays de l'OPEP tout d'abord, il ne fait aucun doute que l'effondrement des prix ne fera l'affaire de personne, même si quelques pays peuvent mieux s'en tirer que d'autres dans une telle éventualité. Tous, à un degré ou à un autre, subiront des pertes irréparables sur leur plus importante source d'exportation et de devises. Tous, sans exception, subiront des retards graves dans leurs politiques de développement économique qui se traduira par une augmentation du chômage et une détérioration de leur infrastructure économique et sociale naissante. Une instabilité politique chronique ou, au mieux, un endettement grandissant seront les conséquences prévisibles d'une telle situation.

Pour les pays non-OPEP, l'instabilité des prix agira négativement sur la valeur de leurs devises (cas de l'Angleterre) ou sur le niveau de leur endettement (Mexique, Egypte, etc.). De toute manière, dans le cas d'une guerre des prix et d'une politique de chacun pour soi, ils seront incapables de garder leur part du marché devant une Arabie Séoudite décidée à utiliser sa pleine capacité de production pour reprendre le contrôle du marché. Cette politique de "production sauvage" qui serait suicidaire pour tout le monde, serait plus - si l'on peut s'exprimer ainsi - pour les pays qui disposent de faibles réserves. C'est, effectivement, le cas de tous les pays producteurs non-OPEP.

Pour les pays importateurs, l'effondrement ou l'effritement des prix sonnera le glas à l'ensemble de leurs politiques énergétiques fondées sur un prix élevé du pétrole et sur la production d'énergies alternatives à

partir de cette hypothèse. Dans le cas de pays comme les Etats-Unis, qui disposent d'importants gisements pétroliers mais dont le coût d'extraction est nettement plus élevé que ceux du Moyen-Orient, il leur sera nécessaire d'ériger des barrières douanières pour protéger leur production nationale de la concurrence du pétrole étranger. D'où une perte nette pour l'économie qui pratique cette politique protectionniste ou, dans le cas contraire, le retour une plus grande dépendance envers les sources extérieures d'approvisionnements. L'une comme l'autre, ces deux politiques vont à l'encontre de toute la stratégie poursuivie par les grands pays importateurs depuis 1973.

Pour les pays en développement, les effets bénéfiques qu'ils pourraient espérer d'une baisse drastique des prix sur leur balance des paiements et sur le niveau de leur dette extérieure seront plus ou moins annulés à la longue par la baisse des investissements dans la prospection et l'exploration de leur sous-sol. D'ailleurs, le boom dans l'exploration qu'ont connu les pays africains à la suite des deux chocs pétroliers est maintenant un souvenir du passé.

Enfin, pour les secteurs financier et bancaire internationaux, la baisse incontrôlée des prix serait désastreuse, car les gigantesques projets de production d'énergies alternatives deviendront du coup non rentables et acculeront à la faillite des centaines de compagnies. Le choc que subira le système bancaire international, suite à cette éventualité, sera difficilement parable sans une intervention massive des Etats. A la limite, on peut

même s'interroger sur l'efficacité d'une telle intervention dans un système monétaire international qui, à l'état actuel des choses et sans même subir l'effet déséquilibrant d'un éventuel effondrement des prix pétroliers, est déjà d'une extrême fragilité.

NÉCESSITÉ D'UNE REPRISE DU DIALOGUE NORD-SUD

Il y a donc, au-delà des apparences, une convergence d'intérêts réels entre la plupart des acteurs sur la scène pétrolière pour ne pas souhaiter un effondrement de prix ou une instabilité chronique du marché. Mais ce souhait n'est pas suffisant en soi, car les nouveaux circuits de commercialisation du pétrole brut (le marché spot, le marché à terme, le marché des sous-produits) qui opèrent en dehors de tout contrôle étatique ou inter-étatique, occupent aujourd'hui une place prédominante allant jusqu'à 60 à 70%, par exemple, de l'ensemble des transactions sur le pétrole brut pour le marché spot. Ce changement dans la structure de la commercialisation du pétrole est, par nature même, étranger à toute préoccupation concernant le long terme.

En effet, une transaction sur le marché spot ne tient compte, de par son mécanisme même, que du profit immédiat que dégage le marché pour la réaliser. L'effet cumulatif de ces milliers de transactions journalières ne va pas nécessairement dans le sens de la stabilité et de la prévisibilité des prix. Or, les décisions de politiques énergétiques ainsi que les décisions

d'investissements dans le secteur de l'énergie, qui demandent une longue période de maturation, seront complètement myopes, et par conséquent inefficaces, si elles se fondent uniquement sur le signal envoyé par le marché spot. En un mot, le marché pétrolier est devenu hautement spéculatif au moment où l'industrie du pétrole et de l'énergie en général a le plus besoin d'une marge confortable de certitude pour opérer efficacement.

La nécessité d'un dialogue, ou pour parler plus directement d'une négociation, entre les pays producteurs et les pays consommateurs doit découler essentiellement de cet aspect des choses. Il ne s'agit nullement, il faut le souligner, de supprimer le rôle du marché mais plutôt de l'encadrer et de lui tracer des balises entre lesquelles il peut jouer librement. Le modèle du "serpent monétaire européen", qui fonctionne depuis quelques années, apparemment à la satisfaction de tous les partenaires, peut inspirer la recherche d'un modèle du marché pétrolier fonctionnant à partir de celui du marché de change.

Or, ce sont les Etats Européens qui ont institué ce modèle et non pas les banques ou les établissements financiers. De la même manière, ce sont les Etats des pays producteurs et des pays consommateurs qui doivent déterminer d'un commun accord les règles du jeu du marché pétrolier mondial. C'est là l'objectif principal d'une éventuelle reprise du dialogue Nord-Sud à partir du problème pétrolier.

Ce dialogue doit-il se limiter au problème pétrolier ou, comme jadis, englober tous les problèmes existants entre le Nord et le Sud? Il me semble qu'il est vraiment prématuré de faire de la réponse à cette question un préalable à la reprise du dialogue. La priorité absolue doit être accordée à l'ouverture du dialogue sur les mécanismes assurant la stabilité du marché pétrolier dans l'intérêt de toutes les parties. Les autres problèmes ne manqueront pas d'ailleurs de resurgir à l'occasion de ce dialogue.

LE RÔLE DE L'ARABIE SÉOUDITE

Quel rôle peuvent jouer les pays arabes producteurs de pétrole, et plus spécifiquement l'Arabie Séoudite, dans la reprise du dialogue? Poser cette question, c'est peut-être retrouver indirectement le thème général de ce colloque.

Pour de multiples raisons, non seulement pétrolières, mais tout autant économiques et politiques, l'Arabie Séoudite peut jouer un rôle d'initiateur et d'entraîneur dans ce projet. Il suffit de rappeler quelques-uns de ses atouts pour voir apparaître clairement sa place centrale.

- Sur le plan pétrolier d'abord, il est évident que si le royaume est incapable de stabiliser seul le marché, il peut, en revanche, facilement le déstabiliser dans le cas d'une guerre des prix. Je ne dis pas qu'il le fera, je dis simplement qu'il a les moyens de le faire. Ce pouvoir de dissuasion qu'il possède, il doit accepter de l'utiliser non plus à l'intérieur de

L'OPEP mais au niveau des relations entre les pays producteurs et les pays consommateurs.

En effet, comme pour le premier dialogue Nord-Sud, l'Arabie Séoudite, aidée et appuyée en cela par l'ensemble des pays de l'OPEP, peut persuader le Nord de s'asseoir à la table des négociations. D'ailleurs, le fait de se mettre d'accord, entre les pays de l'OPEP, pour amener les pays consommateurs à reprendre le dialogue est, en soi, un facteur psychologique important qui contribuera à resserrer les liens entre les pays de l'OPEP eux-mêmes après les tensions de ces dernières années. Du même coup, le débat sortira un peu du cadre limité de l'OPEP pour devenir mondial et mettra ainsi les Etats des autres pays devant leur responsabilité. Ce sera, à mon sens, un premier pas dans la bonne direction.

- Sur le plan politique ensuite, il est indéniable que l'Arabie Séoudite entretient des relations privilégiées non seulement avec l'ensemble du monde occidental, Etats-Unis en tête, mais surtout avec l'ensemble des pays islamiques et des pays arabes et la plupart des pays en développement. Elle peut, de ce fait, entamer les premières démarches sans susciter dès l'abord des appréhensions et des réserves d'ordre politique qui nuiront à la poursuite du projet.

Si l'Arabie Séoudite, et les autres pays de l'OPEP - arabes et non arabes, islamiques et non-islamiques - acceptent de prendre le devant, il y a des chances de croire que le problème pétrolier sortira de l'impasse dans laquelle il se trouve depuis quelques années.